

SUSTAINABLE FINANCE SYNTHESIS REPORT EXECUTIVE SUMMARY

RAPPORT DE SYNTHÈSE SUR
LA FINANCE DURABLE
RÉSUMÉ ANALYTIQUE

G20 Sustainable Finance Study Group
July 2018

G20 ARGENTINA PRESIDENCY 2018

g20argentina.com



BUILDING
CONSENSUS FOR FAIR
AND SUSTAINABLE
DEVELOPMENT



Rapport de Synthèse sur la Finance Durable Résumé Analytique



BUILDING
CONSENSUS FOR FAIR
AND SUSTAINABLE
DEVELOPMENT



RÉSUMÉ ANALYTIQUE

Les membres du G20 ont adapté sous la présidence de l'Argentine le travail du groupe d'étude sur la finance verte (GFSG¹) au concept plus large de la finance durable, entraînant la modification de son nom, qui est désormais groupe d'étude sur la finance durable (SFSG²). La finance durable peut être définie de manière large comme le financement et les dispositions institutionnelles et de marché afférentes contribuant à la réalisation d'une croissance forte, durable, équilibrée et inclusive au travers du soutien direct et indirect du cadre des Objectifs de développement durable (ODD). Un cadre adapté au développement de la finance durable peut aussi améliorer la stabilité et l'efficacité des marchés financiers en faisant face de manière adéquate aux risques et aux défaillances du marché telles que les externalités.

En 2018, le SFSG a souhaité identifier des options volontaires pour développer les investissements privés dans les activités durables qui ont des impacts positifs sur l'environnement ainsi que des co-avantages sociaux et économiques (tels que la création d'emplois, l'accélération de la croissance, le développement technologique, la réduction de la pauvreté et l'inclusion sociale).

Les capitaux privés sont souvent une source importante de finance durable. Les finances publiques peuvent s'avérer insuffisantes pour répondre aux exigences de la finance durable alors que l'économie mondiale continue à se développer et impose un fardeau croissant sur nos ressources et écosystèmes. C'est pourquoi les membres du G20 ont souhaité introduire et motiver l'investissement privé dans des projets alignés avec des objectifs durables.

Depuis quelques années, de nombreux pays ont introduit de nouvelles initiatives et de nouveaux produits financiers pour développer la finance durable. Malgré cet élan encourageant, le déploiement du capital privé pour la finance durable reste limité à cause de différents obstacles institutionnels et de marché. Citons notamment l'utilisation de véhicules d'investissement inappropriés et le manque d'informations ou une asymétrie d'informations concernant les résultats des investissements durables. Libérer ces capitaux plus efficacement représente une opportunité importante que le G20 peut contribuer à réaliser et qui apportera des avantages à ses membres ainsi qu'à d'autres.

Sous la présidence de l'Argentine, les ministres des Finances et les gouverneurs de Banques centrales ont mandaté le SFSG pour développer et évaluer des options que les membres pourraient adopter volontairement afin de faciliter le déploiement du financement, y compris par les moyens suivants : créer des actifs durables pour les marchés des capitaux ; développer les capitaux privés et le capital-risque (PE/VC) ; explorer les applications potentielles des technologies numériques dans le domaine de la finance durable ; prendre en compte les circonstances, priorités et besoins des pays.

Le travail du SFSG pour recenser, analyser et présenter les options volontaires souhaite répondre aux défis spécifiques liés à la durabilité dans ces trois domaines. Voici les principales conclusions de l'étude :

a) Créer des actifs durables pour les marchés des capitaux. Actuellement, le financement de projets durables par le secteur privé est principalement pris en charge par les banques et figure sur leur bilan sous forme de prêts. Tout en reconnaissant que les banques peuvent avoir des raisons légitimes de conserver ces actifs sur leurs bilans, une gamme de produits du marché des capitaux peut néanmoins fournir des voies permettant aux investisseurs institutionnels de financer ou de refinancer ces prêts durables. Quelques exemples de ces produits sont les obligations à visée durable, les obligations sécurisées, les titres adossés à des actifs (ABS³), les créances hypothécaires et les obligations structurées adossées à des prêts (CLO⁴). D'autres voies pour développer une capacité de dette durable sont la garantie des dettes durables par les investisseurs institutionnels, l'investissement par eux dans des fonds qui garantissent des actifs durables, et l'investissement sur des plateformes numériques pour l'origination des opérations. Toutes les voies et tous les produits doivent être conformes aux normes réglementaires convenues au plan international.

Plusieurs défis ont été identifiés dans le développement d'actifs durables pour les marchés des capitaux. En voici les principaux : la sensibilisation insuffisante du marché aux avantages des investissements durables ; le manque de capacité de garantie ; le manque de clarté pour identifier les investissements durables de manière précise et efficace ; le manque de signalement efficace des impacts.

Quelques options volontaires qui ressortent de l'étude en vue d'atténuer ces défis sont :

1. Mieux faire connaître les avantages des produits de dette durable par des initiatives de communication et d'éducation.
2. Encourager le dialogue pour améliorer la qualité et la transparence des taxonomies de la durabilité, en tenant compte des circonstances, priorités et besoins nationaux et régionaux.
3. Faciliter la formation technique pour l'analyse des investissements durables, le développement de la capacité interne des investisseurs institutionnels à garantir les produits de dette durable et le renforcement des capacités des gestionnaires d'actifs à gérer les portefeuilles d'actifs durables.
4. Encourager le développement de plateformes numériques qui rassemblent les actifs durables et les investisseurs.
5. Chercher à identifier les conséquences indésirables des actifs durables, y compris les effets sur la stabilité financière et les retours ajustés au risque.

b) Développer les capitaux privés et le capital-risque. Les entreprises en phase de démarrage et les petites et moyennes entreprises (PME) ayant des impacts environnementaux, sociaux et économiques positifs sont cruciales pour stimuler une croissance durable, mais beaucoup d'entre elles ont des difficultés à obtenir des capitaux d'investissement adéquats. Le développement des stratégies d'investissement durables parmi les fonds de capital-investissement et de capital-risque donne la possibilité d'apporter une solution au manque de financement adéquat des modèles et technologies commerciaux durables au plan environnemental, mais leur déploiement reste entravé.

Parmi les défis identifiés pour le développement de capital-investissement et de capital-risque durables, citons les faibles retours corrigés selon les risques de certains investissements dans les technologies durables et modèles commerciaux ; la phase précoce de certaines technologies et certains modèles commerciaux durables et leur marché final ; les horizons de rendements mal alignés ; l'établissement de définitions claires ; la standardisation et la vérification ; l'échelle et la sophistication limitées du marché ; les complexités de la quantification du prix des externalités et les incitations parfois mixtes pour leur tarification; et enfin un marché du capital-investissement et du capital-risque au développement inégal parmi les pays.

Pour surmonter ces défis, les options volontaires suivantes ont été identifiées :

1. Promouvoir la mise en place d'incubateurs/accélérateurs pour les start-up durables et l'intégration de considérations de durabilité aux intégrateurs existants ou généraux.
2. Faciliter les dialogues entre plusieurs parties prenantes pour travailler sur l'interprétation de la durabilité dans les obligations d'investissement.
3. Soutenir le lancement de produits de démonstration et la dissémination des bonnes pratiques et leçons apprises.
4. Encourager la clarification de l'utilisation de normes de gestion des investissements durables par le capital-investissement et le capital-risque, en tenant compte des circonstances nationales et régionales.
5. Promouvoir le développement d'une gamme de produits et structures de fonds durables adaptés à un large éventail d'investisseurs en capital-investissement.

c) Explorer les applications potentielles des technologies numériques à la finance durable. Un état des lieux parmi les membres du G20 met en lumière des pratiques émergentes dans l'application de technologies numériques à la finance durable. Voici les principaux avantages de ces applications de la finance durable : mettre à disposition des données plus nombreuses, plus précises et plus pertinentes, pour moins cher et plus rapidement; améliorer la tarification des risques et des opportunités environnementaux et abaisser son coût ; réduire les coûts de recherche ; améliorer la mesure, le suivi et la validation des critères de durabilité; débloquer l'innovation et l'inclusion pour l'accès à des options de finance durable, y compris la participation accrue des citoyens ; encourager de nouvelles sources de finance ayant un intérêt dans les résultats de développement durable ; et enfin faciliter de nouvelles configurations d'investissement et modèles commerciaux. Pour réaliser ce potentiel, il faut surmonter plusieurs défis, notamment : les risques et les conséquences imprévues associés à la numérisation de la finance; la compréhension limitée des technologies numériques et de leur interaction avec la finance durable ; la disponibilité limitée, la qualité et l'utilisation des données liées à la durabilité pour la prise de décisions financières ; les modèles commerciaux émergents.

Des options volontaires dans ce domaine sont :

1. Mieux faire connaître les opportunités et risques potentiels de l'application des technologies numériques à la finance durable.
2. Explorer la pertinence des dispositions de supervision à l'application des technologies numériques à la finance durable.
3. Encourager l'investissement dans des technologies numériques qui font progresser la finance durable, telles que les technologies qui améliorent l'évaluation et la disponibilité des données liées à la finance durable.

Les conclusions susmentionnées peuvent aider les pays dans leurs efforts volontaires pour déployer la finance durable. Plus spécifiquement, elles peuvent s'avérer utiles pour mettre à disposition la source considérable de capitaux à long terme que sont les investisseurs institutionnels pour le refinancement du nombre croissant de prêts durables figurant sur les bilans des banques; pour surmonter le problème du manque de financement pour le développement de technologies durables et de modèles commerciaux durables par les entreprises en phase de démarrage et les PME.

¹ Green Finance Study Group

² Sustainable Finance Study Group

³ Asset-backed securities

⁴ Collateralized loan obligations

